

# Etat d'urgence, Air France, Goodyear, Notre-Dame-des-Landes... Une justice de classe au service de l'État et du patronat

L'état d'urgence n'est en rien une verrue sur un corps sain que serait le système dans lequel nous vivons. Ce n'est pas une tumeur maligne que l'on pourrait gratter à coups d'appels à la démocratie afin de rendre présentable le système de merde qui nous gère : le capitalisme.

L'état d'urgence fait intrinsèquement partie de nos systèmes politique et économique. Il en est un élément essentiel pour assurer l'ordre et la domination dès que ceux-ci sont remis en cause.

Nous sommes en guerre, disent-ils. Oui, depuis des années ! Avec les guerres coloniales, celles du Golfe et d'Afghanistan, les interventions militaires en Afrique, ayant pour seul but d'assurer la domination des puissances impérialistes et le contrôle des ressources, surtout pétrolière.

Gageons que si cessaient les interventions militaires aux quatre coins du monde, que si les forces israéliennes quittaient les territoires occupés et que si les forces policières cessaient leurs interventions racistes dans les « quartiers », le terrorisme en prendrait un coup dans l'aile. Mais ne rêvons pas. La guerre menée par la bourgeoisie avec l'aide de l'état d'urgence, elle est aussi intérieure, contre nous, contre les salariés et les chômeurs, les syndicalistes, les zadistes et autres empêcheurs potentiels ou réels d'exploiter en rond.

Il y a les 2 900 suppressions de postes, mais, face à cela, la réaction légitime des travailleurs et deux chemises déchirées. Il y a les 1 173 suppressions de postes, mais aussi, en face, une action ouvrière classique et deux cadres qui repartent comme ils sont venus.

Il y a la confiscation de terres au profit de quelques groupes capitalistes, mais également, en face, d'importantes manifestations de paysans, d'habitants et de nombreuses actions collectives.

Air France, Goodyear, Notre-Dame-des-Landes : qu'ils soient salariés du service public ou du privé, de l'industrie ou des services, qu'ils soient paysans ou porteurs d'une autre façon de vivre et de travailler, c'est au prix fort que l'État et ses alliés du CAC 40 entendent leur faire payer leur résistance à l'exploitation, aux expulsions, à la confiscation de leurs moyens d'existence. La stratégie est bien rodée : les patrons appellent le préfet qui envoie sa police. S'ensuivent les interpellations et les assignations en justice, les réquisitoires diffamants et la criminalisation de la lutte. A ce moment précis, l'« Etat de droit » tombe le masque. Il se donne à voir pour ce qu'il est en réalité c'est-à-dire le droit de l'Etat à briser quiconque entraverait la bonne marche des affaires du patronat. Et si d'aventure la

cour se révèle trop « faible » dans sa condamnation, le parquet fait appel, et réclame la tête des rebelles.

Ces manières de faire ne sont qu'un rappel à l'ordre politique. Elles cherchent à tuer l'espoir chez celles et ceux qui auraient l'envie de relever la tête, dans une période où le ras-le-bol social est profond et les réactions qu'il pourrait engendrer relativement imprévisibles. Car si les médias prennent soin de ne surtout pas en parler, de très nombreuses luttes se déroulent partout sur le territoire. Des luttes souvent isolées et encore parcellaires, mais qui pour certaines durent et gagnent ! Les massacres survenus dernièrement à Paris ont offert l'opportunité à des politiciens charognards d'accroître jusqu'au délire l'arsenal sécuritaire, bien moins dans l'espoir d'attraper le terroriste que dans le but de criminaliser toute contestation sociale, comme ce fut le cas dès la tenue de la « COP 21 ». C'est maintenant le tour des ouvriers de Goodyear d'en faire la douloureuse expérience. Dans ce contexte, on ne peut que se demander : qui seront les prochains sur la liste ?

En période d'esbroufe institutionnelle, de destruction du droit du travail, d'osmose décomplexée entre capital et pouvoir politique, d'alliance objective entre « démocraties » et dictatures sur fond de discours guerrier, il est urgent de se solidariser avec toutes celles et tous ceux qui osent s'engager dans la seule voie possible : celle du conflit social. Si nous sommes solidaires des travailleurs d'Air France, de Goodyear et d'ailleurs, si nous le sommes également des paysans et des habitants de Notre-Dame-des-Landes, nous savons par ailleurs que c'est le capitalisme, avec son cortège de désastres sociaux et écologiques, qui est la seule cause des maux qui les accablent, qui nous accablent tous et toutes.

Et, contrairement à ce que les politiciens de tous bords affirment, il y a bien une alternative à la barbarie qui chaque jour nous rattrape. Elle se construit et se construira uniquement par la lutte et la solidarité de classe, sur nos lieux de travail, nos lieux de vie, dans la rue et nulle part ailleurs. Repeindre le capitalisme et la démocratie parlementaire en rose ou en vert, non merci !

**Organisation communiste libertaire - Poitou**

ocl-poitou@orange.fr

